

A R R Ê T E

ARTICLE 1er -

a) - Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration en date du 7 mars 1973 susvisé.

b) - Mme Marie-Claire BOULLIER est autorisée à exploiter à SAINT-GENOUX au lieu-dit "l'Hôtel d'Air" (section IC N° 71-37) un élevage de 87 600 volailles, comprenant

- Elevage existant déjà déclaré : 20 000 animaux

jusqu'à présent non autorisé : 34 000 animaux

- Création nouvelle : 33 600 poulets chair

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous les réserves suivantes :

1°- les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum,

2°- l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur la concernant,

3 - les installations de chauffage et de stockage de combustible, s'il en existe, seront conformes aux normes en vigueur les concernant,

4°- l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu sec et pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue,

5°- les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977;

6° - Qu'elle se conforme pour l'exploitation de cet élevage, aux indications des mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté ;

7° - Qu'elle procède à des dératisation et des désinsectisations périodiques ;

8° - Qu'elle observe les prescriptions générales ci-jointes de l'arrêté préfectoral du 23 Juillet 1983 (rubrique 18-66)

ARTICLE 2 - La présente autorisation deviendrait caduque au cas où les installations qui en font l'objet ne seraient pas mises en exploitation dans un délai de trois ans suivant la date de notification du présent arrêté. Il en serait ainsi, également, si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 3 - Toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'appareillage ou du travail, toute extension de l'exploitation par rapport aux plans et mémoires visés ci-joints et de nature à entraîner une modification des prescriptions énoncées dans l'arrêté-type ci-joint, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation complémentaire.

Chaque changement d'exploitant devra être déclaré au Préfet des Côtes-du-Nord.

ARTICLE 4 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

ARTICLE 6 -

~~Mme Marie-Claire ROULLIER~~

devra, en outre, se conformer aux prescriptions édictées dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs tant par le livre II du Code du Travail que par les décrets réglementaires pris en exécution dudit livre.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de ~~SAINT-BENOUL~~ pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de ~~Mme Marie-Claire ROULLIER~~

Un avis sera inséré par les soins du préfet aux frais de ~~Mme Marie-Claire ROULLIER~~ dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 8 -

MM. le Secrétaire général de la préfecture,
le Sous-Préfet de ~~UTMAN~~
le Maire de ~~SAINT-BENOUL~~
le Directeur des services vétérinaires, inspecteur des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à ~~Mme Marie-Claire ROULLIER~~

pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 15 AVR. 1981

LE PREFET

Le Secrétaire Général,

Signé : Philippe MELCHIOR

Pour copie conforme
attaché, chef de bureau

Jean-Claude MARMET

